

Kasa Bya Kasa = Revue Ivoirienne
d'Anthropologie et de Sociologie
no 10, 1988

B26709

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 26709 ex 1

Cote : B

25-09-88

P154

**DEVELOPPEMENT, SCIENCES SOCIALES
ET LOGIQUE PAYSANNE EN AFRIQUE
NOIRE**

Par

JEAN-PIERRE DOZON

En matière de développement rural africain, un point est aujourd'hui à peu près acquis, les projets, opérations, plans de développement qui se sont multipliés, en gros depuis les indépendances, n'ont pas dans l'ensemble tenu leurs promesses. Les échecs sont nombreux, les réussites rares; à l'entre-deux, des résultats médiocres et incertains, où les techniques proposées pour améliorer et transformer les politiques et structures agricoles en Afrique Noire paraissent se perdre dans les dédales des sociétés locales.

I- LES DÉVELOPPEURS FACE AUX SOCIÉTÉS RURALES ET AUX SCIENCES SOCIALES

Face à ce bilan plutôt négatif, plusieurs attitudes chez les «développeurs» semblent coexister.

1. La première consiste à reporter l'échec ou la faible réussite des opérations sur les «développés», c'est-à-dire à considérer que les paysanneries ou les sociétés rurales africaines offrent des résistances, des obstacles au progrès, qu'elles sont encore largement tributaires de réalités traditionnelles, archaïques, peu capables d'innover et d'adopter des comportements économiques rationnels. Cette attitude est ancienne et s'enracine dans notre propre tradition occidentale, et en particulier coloniale, qui s'est bâtie un système de représentations où la puissance conquérante ne pouvait être qu'au sommet de l'évolution humaine et les sociétés africaines hiérarchisées en fonction de leur plus ou moins grande aptitude à suivre son exemple et à entendre ses consignes et ses injonctions. Les sciences sociales ont amplement participé à cette façon de voir les choses. Les théories évolutionnistes du XIX^e siècle issues d'anthropologues et de sociologues (ou de philosophes sociaux) ont bien souvent servi de justifications et de références idéologiques aux conquêtes et aux mises en valeur coloniales mais elles se sont reproduites au tournant des indépendances avec l'irruption sur la scène mondiale des discours sur le développement et le sous-développement avec une notion supplémentaire de systématisation opposant, selon la

méthode des «idéaux-types», les comportements modernes capables d'innovation et d'esprit d'entreprise aux comportements traditionnels plongés dans la répétition et le conformisme.

En outre, une certaine ethnologie a contribué à singulariser les sociétés africaines en en donnant une image d'univers pétris de symbolisme et de croyances magico-religieuses où les actes apparemment les plus triviaux et les plus quotidiens ressortissent au domaine du sacré. Si une telle image a permis de corriger les représentations peu gratifiantes véhiculées par les colonisateurs, et même de valoriser les sociétés africaines, elle a toutefois répandu l'idée que les comportements y sont avant tout culturels et traditionnels; et même s'ils fascinent et attirent par ailleurs un Occident en mal d'exotisme, ces comportements sont réputés constituer de sérieux obstacles aux transformations voulues par les développeurs.

Finalement une telle interprétation des échecs aboutit à renforcer les dispositifs du développement, à faire de ceux-ci un système plus contraignant, en encadrant davantage les populations, en étant plus directif et plus sélectif; comme si la seule leçon qui pouvait en être tirée consistait à affronter les obstacles socio-culturels et à prétendre les lever par la présence continue de ceux qui disent détenir les bons procédés, les bonnes techniques, la vraie rationalité agro-économique.

2. La seconde attitude est plus intéressante et plus récente. Elle traduit, sinon une autocritique, du moins une manière de lucidité quant à la manière de développer. Au lieu de reporter les échecs sur les sociétés rurales africaines, elle admet que les actions et les conceptions du développement ont largement reposé sur la non-reconnaissance de leurs réalités; que celles-ci, notamment les structures agraires et les systèmes de production, font fréquemment obstacle aux améliorations techniques et aux innovations agricoles non point à cause de leur irrationalité ou de leur inaptitude au progrès, mais parce qu'ils sont méconnus en tant que logiques sociales, en tant que pratiques et organisations propres à chaque société. Le recours aux sciences sociales correspond à cette prise de conscience, que l'univers des «développés» n'est pas manipulable à souhait, et (sans bouleverser les impératifs globaux du développement) au besoin d'inclure dans les projets et opérations des études géographiques, socio-économiques, voire ethnologiques pour les tester avant leur mise en oeuvre (études de factibilité) ou pour les évaluer et en mesurer l'impact aux différents stades de leur réalisation (études d'accompagne-

ment ou évaluation ex-post). Ainsi, les blocages devraient être identifiés, les erreurs ou bévues corrigées et les dispositifs d'intervention en mesure de se modifier en fonction des effets qu'ils produisent sur les réalités locales.

Il convient de préciser que les sciences sociales n'ont pas attendu d'être sollicitées par le «développement» pour s'intéresser aux structures agraires et aux systèmes de production des sociétés africaines, ou pour étudier parfois les effets locaux de telle ou telle opération de développement. Sur de toutes autres bases que celles qui avaient été les leurs durant la période coloniale, sans éluder la dimension socio-culturelle de ces sociétés, les sciences sociales, depuis une bonne vingtaine d'années, ont donné davantage de poids à l'étude de leur organisation économique, de leur terroir, de leur histoire, en particulier celle qui s'est déroulée depuis les conquêtes européennes. Les sciences sociales ont ainsi donné des sociétés africaines une image à la fois plus concrète et plus positive en montrant qu'elles étaient capables de cohérence, de rationalité et de transformations internes. Ce faisant, les nombreuses monographies ethniques et villageoises ont diffusé leur savoir et rencontré les interrogations des développeurs qui ont précisément trouvé en lui la possibilité de remédier aux échecs, ou plutôt de conjuguer connaissances et actions pour une meilleure efficacité.

Bien que cette position soit incontestablement plus intéressante que la première, dans la mesure où elle se veut éclairée par les sciences sociales et acquise aux bienfaits de l'interdisciplinarité, force est de constater qu'elle ne parvient pas véritablement à atteindre son propre idéal. En effet, l'idée de convoquer différents champs du savoir, de mêler notamment sciences agronomiques et sciences sociales pour faire du développement une entreprise acceptable et comprise par les populations africaines, se déforme quelque peu au contact des pratiques et des réalités; car les objectifs des projets de développement demeurent fondamentalement les mêmes (à savoir, grossièrement, augmenter la production et intensifier les systèmes agricoles en introduisant de nouvelles techniques et de nouveaux produits), et surtout restent pris dans un faisceau d'intérêts, nationaux et internationaux, économiques, mais aussi politiques, qui dépassent largement le cadre des sociétés locales où il sont censés s'appliquer, si bien que l'ordre de la connaissance est subordonné à tout un ensemble d'enjeux qui échappent à son investigation, et les sciences sociales ne participent la plupart du temps aux opérations de développement qu'une fois les principales décisions prises

quand elles ne servent pas simplement de caution ou de justification.

En d'autres termes, une science du développement telle que la laisse entrevoir cette seconde attitude, qui mettrait en première ligne la recherche, n'agirait qu'en connaissance de cause, et serait capable d'arrêter ou de modifier radicalement les expériences vouées à l'échec, ne semble pas devoir dépasser le stade de l'activité spéculative ou théorique. Cet idéal de rationalité et d'efficacité n'est du reste pas nouveau. Avant lui, certains administrateurs des colonies avaient conçu l'idée d'une «science coloniale», en l'occurrence le transfert des derniers acquis de la science et de la technique pour mieux civiliser et mieux mettre en valeur: mais à l'époque, ce type de discours était très éloigné des enjeux pratiques et, faute de pouvoir s'appliquer, n'a servi qu'à défendre l'entreprise coloniale contre ceux qui lui étaient hostiles.

3- Une troisième attitude paraît davantage tirer la leçon des échecs et critiques sur le fond des entreprises et conceptions du développement. Au lieu de vouloir imposer des méthodes de rationalisation agricole même en recourant aux sciences sociales, il faut d'abord se mettre à l'écoute des paysanneries africaines et tenter de satisfaire leurs véritables besoins. Une telle attitude semble être à la limite de l'anti-développement; elle récusé en effet les grands projets non seulement parce qu'ils réussissent rarement, mais parce qu'ils amplifient, dans la continuité des mises en valeur coloniales, la cassure avec les structures sociales et les savoir-faire traditionnels. Ses choix vont bien plutôt vers les techniques douces, vers les «petits-projets» qui n'ont d'autre ambition que d'améliorer les conditions d'existence de telle ou telle communauté locale, en s'appuyant notamment sur ses capacités d'organisation collective. C'est pourquoi elle se détourne des organismes internationaux et des Etats africains généralement favorables aux grands projets, et trouve d'autres sources de financement grâce au travail associatif des ONG, offrant ainsi un modèle alternatif du développement.

Nous sommes à première vue aux antipodes de la première attitude et davantage que la seconde, cette dernière attitude fait siennes les critiques que les sciences sociales ont adressées depuis plusieurs années aux pratiques et conceptions courantes du développement, en particulier celles qui les désignent comme une modalité plus insidieuse de domination et d'exploitation exercée par les pays nantis et les Etats africains sur les populations africaines.

Aussi légitime et louable (et sans doute nécessaire) soit-elle, cette conception dite alternative du développement véhicule une série de représentations concernant les sociétés rurales africaines qui paraissent souvent s'inspirer des sciences sociales, mais ne sont en fait guère conformes à leurs observations. En s'appuyant sur les situations locales et familiales, et en se défiant des États, des organismes internationaux, de tout ce qui pourrait obliger ces sociétés à rompre leurs traditions, elle donne de l'Afrique une image archaïsante et quelque peu stéréotypée. Certes à la différence de la première attitude, les savoirs et les valeurs traditionnels sont ici valorisés, mais la procédure est formellement identique : la représentation, le cliché l'emporte sur l'analyse des faits. Comme partout les sociétés africaines sont des sociétés historiques qui ont connu, bien avant la colonisation, des transformations sociales et des changements d'ordre économique. Si depuis l'époque coloniale leur histoire a pris une tournure singulière, en étant sollicitées et souvent contraintes à fournir de la main-d'œuvre et des denrées d'exportation, elles n'en ont pas moins sauvegardé les marges d'autonomie et développé, dans le cadre d'économies marchandes, des logiques et des stratégies qui ne sont pas à proprement parler traditionnelles. Celles-ci relèvent bien plutôt des capacités d'appropriation et d'invention qui conjuguent aussi bien des formes de reproduction socio-culturelle que des processus et des phénomènes sociaux inédits (propriété privée de la terre, migrations agricoles, salariat, relations villes-campagnes, etc). Le modèle alternatif cadre mal avec ce genre de réalités, car il ne voit pas que la plupart des sociétés rurales africaines n'évoluent pas simplement à l'échelle de communautés villageoises mais sont enserrées dans une trame bien plus large où l'on découvre l'État, la ville, de nouveaux modes de différenciations sociales, etc.

L'aide que cette conception du développement apporte aux paysanneries africaines est sans aucun doute utile ponctuellement, et en cela digne d'intérêt, mais elle ne peut aller contre la réalité et l'évolution des choses, en l'occurrence contre les dynamismes propres à ces paysanneries, et être efficace sans devenir à son tour contraignante, sans imposer le repli sur les communautés villageoises et les traditions.

En définitive ces trois attitudes, malgré leurs nettes divergences, structurent ensemble le mode du développement. Mais elles le structurent de telle manière que le rapport entre «développeurs» et «développés» s'établit toujours sur un mode asymétrique. D'un côté, en effet, on a des sociétés africaines qui sont surinvesties de pratiques et de sens,

font l'objet d'interventions et d'interprétations les plus diverses et souvent les plus contradictoires, de l'autre un mode du développement dont on ignore les modes de fonctionnement, dont on méconnaît les institutions, les croyances, les traditions, etc. De ce point de vue, l'étude des logiques et stratégies paysannes dans le cadre d'opérations de développement est intéressante à double titre. D'une part, elle permet de corriger les visions quelque peu simplistes et stéréotypées que les développeurs ont des sociétés africaines. D'autre part, elle conduit insensiblement à déborder ce rôle qui lui est communément assigné, à savoir celui d'éclairer ou de cautionner les développeurs, en inversant le regard par l'étude symétrique des dispositifs d'intervention eux-mêmes. Mais cette inversion ne procède pas d'un choix délibéré par lequel les sciences sociales en toute objectivité arbitraient la partie qui se joue entre développeurs et développés; elles émane des logiques paysannes qui accomplissent elles-mêmes le renversement de situation, en s'appropriant à leur manière les transferts technologiques, en détournant les projets de développement de leurs finalités, et en plaçant les développeurs dans une position où ils cessent d'être maîtres du jeu et sont à leur tour aménagés, utilisés et interprétés.

Cette dernière remarque nous amène à conclure sur une note, sinon optimiste, du moins qui nuance ou relativise les échecs en matière de développement. Sans doute, au regard des objectifs escomptés, les résultats sont-ils souvent décevants; mais ce qu'ont montré et ce que montrent de plus en plus les sciences sociales, c'est que de semblables résultats n'ont rien de bien surprenants. Les sociétés, qu'elles soient africaines ou autres, ne sauraient se réduire à un ensemble de «facteurs humains» que la raison développante, aussi sophistiquée soit-elle, pourrait maîtriser de la même façon qu'une technique de production; leur résistance, leur faible réceptivité à telle innovation, mais aussi leur manière de n'en retenir que quelques aspects ou de l'intégrer non dans la logique du projet de développement mais dans la leur (c'est-à-dire dans la mouvance de rapports et de dynamismes sociaux spécifiques), loin de refléter des attitudes négatives nous paraît au contraire relever de positivités sociales. Tel est le témoignage et au fond la raison d'être des sciences dont la tâche consiste précisément à démêler ces positivités sociales; et la meilleure façon pour les «développeurs» de faire appel aux sciences sociales ne consiste pas à leur demander des recettes pour lever les résistances ou les «obstacles socio-culturels», mais d'intégrer à leur

tour les observations et analyses qu'elles produisent pour faire en sorte que leurs divers projets s'adaptent aux réalités locales ou s'y assouplissent; démarche pragmatique qui peut conduire à des changements d'objectifs mais qui a pour avantage d'accorder le monde du développement aux univers des «développés».